

GOUVERNEMENTALITÉ PAR L'INFORMATION :

*Texte d'introduction à la publication « Info-Space, Info-War » pour N5M4, Amsterdam
Bureau d'études, 2003*

IPv6 est la nouvelle version du protocole Internet qui en augmentant le nombre d'adresses IP, permet d'affecter une adresse non seulement à toute personne mais également aux objets dont il est prévu qu'ils communiquent de plus en plus entre eux et avec les humains.

L'informatisation des sociétés complexes serait en voie de s'accomplir avec l'implantation de micro-**puces dans les êtres**, ne permettant pas seulement d'accroître la **sécurité** des systèmes par la surveillance de ses composants mais également **de permettre l'action à distance**, “ d'empêcher les mouvements musculaires volontaires, de contrôler les émotions, d'endormir, de transmettre des suggestions, d'interférer avec la mémoire de court comme de long terme, de produire l'acquisition d'expériences, ou d'effacer des expériences acquises ” (Scientific Advisory Committee, U.S. Air Force, 1996).

Ayant envahi de façon massive toutes les sphères de la société, les sciences et technologies de l'information avec leurs prolongements biologiques ou chimiques déterminent **une gouvernamentalité totale**. Cette gouvernamentalité n'entre pas seulement en contradiction avec l'esprit des Lumières en concentrant et accroissant le pouvoir de domination et d'action d'une aristocratie mondiale. Elle en supprime la possibilité. Le niveau d'analyse et de management bio- et psycho-politique autorisé par les sciences et technologies de l'information, le niveau d'intégration systémique qu'elles permettent, invitent à penser qu'une **autonomie politique ou un pouvoir constituant** aujourd'hui quel qu'il soit, ne peut devenir critique qu'en **segmentant l'infosphère**, en **développant un marché non-capitaliste**, en mettant en place des hiérarchies révocables.

La **gouvernamentalité de la planète** et de l'espèce par une caste travaillant à son immortalité se trouve renforcée et démultipliée par des systèmes techniques intégrés permettant l'analyse de la complexité, accroissant la capacité d'accumulation de capital, démultipliant les capacités d'action sur le réel-information, tendant même à administrer l'avenir des “ressources humaines“ par triage génétique et reproduction non mammalienne.

Le monde tel qu'il est normé par les systèmes techniques mondialisés et par les stratégies d'un gouvernement mondial fantôme est globalement plus prévisible, plus assuré quelle que soit la diversité culturelle et fonctionnelle des acteurs de ce gouvernement, quelles que soient les fraudes ou les événements qui puissent s'y produire (un bon exemple est donné par les services secrets américain, russe, allemand, israélien, pakistanais qui savaient que des attentats se préparaient fin 2001 et par des spéculateurs institutionnels qui ont vendu les titres des compagnies aériennes américaines quelques temps avant le 11 septembre 2001). C'est en cela qu'il réduit l'incertitude, la capacité des multitudes de faire l'histoire. **Si l'enjeu de l'humanité est de faire l'histoire et que cette capacité est paradoxalement réduite par le développement des systèmes techniques, la segmentation de ces systèmes, la limitation des interdépendances productives et normatives semblent être la condition actuelle de la politique**. La social-démocratie est contenue dans la proposition selon laquelle les ouvriers ou les employés ne doivent pas détruire leur outil de travail, mais qu'ils peuvent essentiellement

en changer son utilisation ou son mode de gestion. La social-démocratie a vécu. Les systèmes techniques normalisés et normalisant, en renforçant les dépendances, ont détruit les autonomies. Ils ont renforcé les puissances de contrôle, de normalisation et de transformation des populations. Il s'agit donc aujourd'hui de (re)créer des autonomies souveraines en-dehors des futurs planifiés et de la psycho-politique telle qu'elle est mise en scène par les médias du monde entier, en dehors du salariat dépendant de l'organisation mondiale de la production, des circuits commerciaux et financiers globalisés.

Les États-nations peuvent-ils être les lieux de ces autonomies souveraines ? Un État autonome serait aujourd'hui hostile – il ouvrirait la guerre, qu'il le veuille ou non – au gouvernement mondial. Le traitement de la Corée du Nord est en ce sens exemplaire, quelle que soit l'opinion que l'on a de ce régime. Un État - sauf à accepter les plus lourds sacrifices – n'est plus en mesure de sortir des dépendances et interdépendances planétaires. “ L'option démocratique est souvent bien fragile (en Afrique). Même là où des élections pluralistes sont organisées, les citoyens ont compris que les vrais choix leur échappent ” (Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2002). En va-t-il autrement des autres pays ? Un Parlement planétaire (nécessairement dépendant des infrastructures, des normes et des procédures techniques mondiales) est-il susceptible de contraindre le gouvernement mondial ou de s'auto-constituer ? La parole et le débat ne peuvent organiser qu'à la périphérie la complexité humaine ou celle de la planète... Si elles n'ont pas recours à ces systèmes techniques aujourd'hui contrôlés.

L'autonomie se pose donc à d'autres niveaux. Être autonome aujourd'hui, c'est avoir la capacité de couper et de se couper d'un réseau. Créer du silence, autrement dit couper le bruit (antenne, média) est aujourd'hui un préalable à l'apparition d'une parole politique. Et casser la circulation (supermarché, transport, banque, information) est un préalable d'une autodétermination de la production. L'autonomie cherche à réduire la continuité et l'interdépendance systémique entre toutes les positions de la planète, autrement dit à segmenter les réseaux. Refuser que les semences végétales et animales et les composantes infimes du réel (chimique, biologique) soient détenues par un nombre restreint de sociétés. Refuser qu'une communication téléphonique entre Paris et Londres passe par Tokyo ou New York ou que le commerce de céréales entre l'Afrique du sud et le Zimbabwe passe par Chicago. Rompre l'anneau SWIFT enserrant la terre de flux financiers assurant - au sens propre du terme - la centralité gouvernementale d'une économie mondiale tenue aujourd'hui dans les mains d'une poignée de fonds d'investissements (Fidelity, Barclays Plc, ABN Amro, Buffet, Soros...) et de gouvernements c'est-à-dire empêcher le système de compensation mondial de fonctionner et donc les échanges internationaux de pouvoir se produire. Mais quelle entreprise, quel producteur dépendant des matières premières, des ressources humaines, monétaires ou des composants d'un autre pays pourrait le souhaiter ?

L'autonomie construit progressivement, en fait, un mode d'organisation qui lui est propre. Dans le domaine des échanges comme dans celui des semences (qui tendent à être normalisées et contrôlées au niveau mondial par un groupe restreint de sociétés appuyées par des organisations internationales de réglementation), l'autonomie sociale et productive invente ses propres techniques de production et ses marchés non-capitalistes. Si l'autonomie à l'égard de systèmes tels que SWIFT consiste dans le développement balbutiant de monnaies non-bancaires - organisations monétaires argentine (El Grand Trueque) ou mexicaine (Tianguis Tlaloc), sénégalaise (Doole), thaïlandaise (Bia Kud Chum), équatorienne (SINTRAL), par les économies locales ou traditionnelle, les réseaux de coopératives les banques de micro-crédits et tontines -, l'autonomie à l'égard du contrôle mondial des

semences et donc de la production agricole ou animale consiste dans la souveraineté alimentaire proclamée par le Mouvement paysan international Via Campesina, la production et la circulation autonome de ses propres semences. Ces techniques et marchés autonomes bien que restreints aujourd'hui devraient avec le temps et sous la pression toujours plus forte du gouvernement mondial croître en volume, en complexité, en légitimité, dépassant l'informel et l'affinitaire sans entrer dans l'ordre et les normes du système capitaliste. Le changement d'échelle des luttes, des marchés et organisations autonomes aujourd'hui (bandes, mouvements, communautés, réseaux d'affinités) passe sans doute par la capacité à *d'inventer* des procédures (open source, copyleft, monnaie-temps) mais aussi de déterminer des hiérarchies révocables, évitant ainsi de s'en remettre à la boîte noire des organisations égalitaires spontanéistes (qui masquent toujours des pouvoirs informels, charismatiques ou affinitaires) et à la normalisation des organisations méritocratiques.

Bureau d'Études, octobre 2003